



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 10 FÉVRIER 2024 - n° 1321

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

Le système capitaliste prépare la guerre

Les rivalités entre grandes puissances augmentent. Les guerres régionales se multiplient. Il y a deux ans, le 24 février, la Russie déclenchait la guerre en Ukraine. À Gaza, une guerre dure depuis plus de cinq mois entre le Hamas et Israël. Elle a causé près de 28 000 morts dans l'enclave palestinienne.

En représailles à la guerre menée par Israël les rebelles houthistes du Yémen, alliés du Hamas, multiplient les attaques en Mer Rouge. Ils bombardent à coup de drones les navires commerciaux et militaires. Les États-Unis et le Royaume-Uni ripostent en bombardant des sites militaires tenus par les Houthis.

Aujourd'hui le groupe yéménite menace de couper les câbles internet mondiaux qui traversent le détroit de Bab-el-Mandeb. Le 28 janvier, un drone des groupes pro-Iran a frappé une base en Jordanie tuant trois soldats américains. En réponse à la mort de ses soldats, les États-Unis ont déversé des bombes visant des cibles iraniennes en Syrie et en Irak, mais sans affronter directement l'Iran pour l'instant.

Les rivalités entre puissances impérialistes pour préserver ou agrandir leurs zones d'influence continuent de plonger l'Afrique dans un état de guerre permanent.

La guerre en Ukraine a formellement débuté avec l'invasion russe, mais c'est le système impérialiste qui en a enclenché les causes. Les États impérialistes dont les États-Unis et ses alliés de l'OTAN ont multiplié les

manœuvres militaires pour s'étendre de plus en plus vers l'Est en entourant la Russie à ses frontières. Leur présence militaire dans la région ne pouvait être perçue que comme une menace par Poutine et la riche bureaucratie russe. Le but ultime de l'impérialisme est de faire en sorte qu'aucune région du monde et ses richesses ne lui échappent.

Alors les budgets militaires de tous les États sont revus à la hausse. Les actions des marchands d'armes comme Thales, Dassault s'envolent. Un document confidentiel de l'armée allemande, révélé en janvier 2024, estime qu'une troisième guerre mondiale pourrait avoir lieu en 2025 entre la Russie et les pays de l'OTAN. En France, le président Macron a placé l'année 2024 sous le signe du réarmement : « réarmement de l'économie », « réarmement de l'État », « réarmement civique » ... Le gouvernement veut ainsi préparer moralement le pays à une éventuelle guerre. Les revenus des travailleurs et des classes populaires chutent alors que les immenses richesses des gros possédants atteignent des sommets.

Pour les marxistes le mot impérialisme signifie stade ultime de développement

atteint par le capitalisme. Selon Lénine « *les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions... des conflits particulièrement aigus et violents* ». C'est Lénine et Rosa Luxemburg qui avaient montré au début du 20^{ème} siècle le lien qui existe entre les rivalités économiques des nations capitalistes et la politique guerrière de leurs États. Les deux dernières guerres mondiales ont été des luttes inter-impérialistes pour se partager le monde, notamment les colonies, en tant que sources de matières premières et de débouchés pour l'exportation des capitaux. Face à cette menace d'une guerre généralisée les travailleurs doivent se préparer à refuser de servir de chair à canon pour satisfaire les intérêts de leur bourgeoisie. Comme disait Lénine la classe ouvrière doit « *chercher à transformer la guerre impérialiste entre les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs* ».

Nous n'en sommes pas là à l'heure qu'il est, mais les travailleurs et les masses populaires doivent s'y préparer dès aujourd'hui.

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Martinique
Vedettes tropicales : les salariés mobilisés
LIRE p. 2

Guadeloupe
Mairie des Abymes : les agents se préparent à la grève



LIRE p. 3

Il y a 100 ans... Lénine et la révolution mondiale
LIRE p. 6

Haiti
7 février 1986 ou 2024, la force des travailleurs est dans leur parti



LIRE p. 8

Martinique

Vedettes tropicales : les salariés mobilisés

La Compagnie « Vedettes tropicales », assure le transport de passagers entre les Trois-Ilets et Fort-de-France, mais également entre Case-Pilote et Fort-de-France. Depuis le 31 janvier, les salariés sont à nouveau sur le pont pour alerter sur leur situation.

La CMN (Compagnie martiniquaise de navigation), dirigée par Charles Conconne et son épouse, emploie une trentaine de salariés et assure son service dans le cadre d’une délégation de service public (DSP). Ils gèrent également une autre entreprise, la Compagnie de navigation caribéenne (CNC) qui opère entre Case-Pilote et Fort-de-France. Cette dernière ligne a été suspendue car, selon le gérant, elle n’est pas rentable. Ce qui a conduit un collectif d’usagers à lancer une pétition pour dénoncer cette suspension et exiger le rétablissement du service. En novembre 2023, les salariés s’étaient déjà mobilisés pour dénoncer le non-respect de la législation sociale (congrés payés, ap-

plication de la convention collective, etc.), mais aussi l’état des bateaux et leurs conditions de travail. La délégation de service public de la CMN est arrivée à expiration le 31 décembre 2023, mais Martinique Transport l’a prolongée jusqu’au 30 juin 2024, le temps de lancer un nouvel appel d’offres pour trouver une autre entreprise qui poursuivra le service à compter du 1er juillet 2024, car Conconne a déclaré que cela ne l’intéressait plus. Face à la situation, les salariés ont entrepris d’informer la population. Le 2 février, la Direction de la Mer (un des services de l’État en Martinique) a tenu une réunion dite de conciliation avec un représentant des salariés et



les dirigeants de la CMN. Cette rencontre a abouti à un accord partiel car, comme il fallait s’y attendre, les dirigeants refusent d’appliquer certaines dispositions du Code du travail. Cette société a bénéficié d’argent public pour fonctionner. Des aides et exonérations ont continué à lui être versées. Et

comme cela se passe souvent, les capitalistes empochent, en faisant le minimum pour gonfler leurs bénéfices et en négligeant les droits des salariés. Ces derniers ont décidé de réagir et n’entendent pas faire les frais de la politique des dirigeants, alors que ces derniers s’en iraient après en avoir bien profité.

Eau : les habitants du Lamentin en colère

Depuis septembre 2023, les habitants de plusieurs quartiers du Lamentin subissent régulièrement des coupures d’eau. Parmi les quartiers concernés, on peut citer Bois-Carré ou Grand-Case.

Une habitante du quartier de Bois-Carré témoigne sur RCI avoir recensé dix coupures d’eau en janvier. Dans la semaine du 29 janvier, la coupure d’eau a duré quatre jours. Les habitants

de ces quartiers menacent de constituer un collectif pour exiger que les coupures cessent. La situation dans la commune du Lorrain au nord de la Martinique et la problématique de l’eau en

Guadeloupe montrent que les problèmes d’acheminement de l’eau peuvent s’aggraver. Ces habitants du Lamentin font donc bien de rester vigilants sur la question des coupures d’eau.

Agriculteurs : gesticulations de la CTM et de l’État

Dans le sillage des consignes du gouvernement Macron-Attal-Darmanin, Letchimy, président du Conseil exécutif de la CTM (Collectivité territoriale de Martinique) et Jean-Christophe Bouvier, le préfet, ont reçu tour à tour les associations d’agriculteurs de Martinique.

Il leur fallait se montrer malins et actifs pour ne pas laisser la colère des agriculteurs de France gagner ceux de Martinique. Les agriculteurs, gros et petits, leur ont transmis leurs doléances pour qu’ils jouent les intermédiaires avec le gouvernement ! Lors de la réunion avec Letchimy le lundi 29 janvier, les gros patrons békés de l’agriculture, représentés par Alexis Gouyer, le patron de Banamart, étaient aux avant-postes. Ils n’ont pas manqué de renouveler avec insistance leurs demandes d’augmentation de subventions à l’État. De nombreux petits agriculteurs

faisaient partie de la délégation. Ils étaient aussi présents à la préfecture le lendemain pour exprimer leurs difficultés. Ils ont mis en avant des problèmes avec les patrons de l’import-export sur le prix des intrants ou ceux de la grande distribution qui s’approvisionnent sur le marché extérieur avec des produits moins chers et non contrôlés, avec pour résultat des problèmes de trésorerie. Ainsi certains d’entre eux se retrouveraient avec des revenus parfois de 200 € à 300 € par mois. Dès le jeudi 3 février Letchimy avait récupéré et envoyé au premier ministre une plateforme de

négociation sur 70 propositions. Elle porte sur la relance de l’agriculture martiniquaise ou la sortie du chlordécone et le développement de l’agroécologie en passant par l’adaptation et la simplification administrative et réglementaire etc. Des demandes qui semblent quelque peu éloignées des besoins immédiats des petits planteurs. En effet ces derniers subissent avant tout la loi des plus forts, gros possédants et administrations à leur service : ceux de l’agriculture, de l’import-export et aussi de la grande distribution. En Martinique, ce sont souvent les mêmes capitalistes ! De ces injustices-là, il n’est nul-

lement question dans les plateformes envoyées par Letchimy ou par le préfet. Leur élan et compassion en direction de « *nos agriculteurs* », ressemblent plutôt aux habituelles gesticulations politiciennes et à une opération de com, menée de concert avec l’État. Les petits agriculteurs ne sont surement pas dupes.

Pour voir leur sort s’améliorer et notamment pouvoir se verser un revenu correct, ils ont tout intérêt, eux, à se joindre aux luttes des salariés pour exiger aucun salaire, aucune pension ou allocation inférieur à 2 000 euros net.

Guadeloupe

CHU : des agents du pôle logistique mobilisés

Depuis le début de l’année, la direction générale publie des intentions de titularisations par groupe professionnel. Si des

chiffres sont donnés, aucun nom n’y est associé laissant les nombreux contractuels dans l’angoisse et l’incertitude : serai-je

parmi les titularisés ou ne le serai-je pas ? Des agents du pôle logistique ont décidé de ne plus attendre,

ils bloquent l’entrée du pôle en exigeant que les sept postes de techniciens supérieurs ouverts à la titularisation soient les leurs.

Mairie des Aymes : les agents se préparent à la grève

Depuis quelques mois, des agents de la collectivité des Aymes font campagne pour obtenir des tickets restaurant. Le ticket restaurant est un moyen de paiement pour s'acheter à manger, faire ses courses et même parfois de l'essence. L'employeur et le salarié cotisent tous deux dans ce dispositif. Sur les 32 communes que compte la Guadeloupe, seules

cinq n'attribuent pas de tickets-restaurant à leurs salariés. Le comble, c'est que les agents de la Communauté d'agglomération Cap Excellence dont fait partie la commune des Aymes ont des tickets restaurant et d'autres avantages. Le président qui leur a accordé les tickets restaurant est aussi le maire de la ville des Aymes.



Mobilisation des agents le 18 novembre 2023.

Port de Jarry : mobilisation des dockers

Le 25 janvier, les dockers ont décidé d'arrêter le travail pour faire rétablir à leur poste de travail deux de leurs collègues. Une nouvelle réglementation ne permet plus à deux ouvriers d'accé-

der à la plate-forme portuaire car ils auraient une mention sur leur casier judiciaire. La direction de la CMA-CGM s'est immédiatement dédouanée en disant que ce n'est pas elle qui fait la régle-

mentation mais l'État. Les grévistes se sont alors rendus à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre pour se faire entendre. Ils ont fait un recours pour contester cette nouvelle réglementation.

Leurs collègues ont pu reprendre le travail en attendant la décision de la préfecture concernant leur recours.

Grève des enseignants

Comme dans l'Hexagone, des enseignants se sont mis en grève le 1^{er} février. Après s'être mobilisés à Boisripeaux aux Aymes, ils étaient près de 200 à manifester dans les

rues de Pointe-à-Pitre. Ils exprimaient leur colère contre la suppression de postes. Le rectorat veut supprimer près de 107 postes dont 80 dans le primaire sous prétexte que les effectifs diminuent dans les

classes. Or les classes sont surchargées : souvent plus de 30 élèves par classe. Si on augmente le nombre de professeurs, l'enseignement sera de meilleure qualité, surtout pour les élèves en difficulté scolaire.

Les enseignants réclament aussi de meilleurs salaires. Mais l'État se moque de l'éducation. Ce qui compte ce sont les résultats comptables. Comme pour tous les services publics !

Des femmes touchées par le cancer du sein, autour des plantations

Quatre femmes, âgées d'une trentaine d'années et originaires du Nord-Atlantique, du Lorrain, Basse-Pointe, Sainte-Marie ou Ajoupa Bouillon ont fait un témoignage poignant de leur calvaire dans le *France-Antilles* du vendredi 2 février 2024.

Durant les années 1990, où l'épandage aérien des pesticides orchestré par les capitalistes békés de la banane était une pratique courante sur les champs de bananes, elles résidaient dans la région, à proximité de bananeraies. À l'âge adulte elles ont développé un cancer du sein. Durant leur enfance disent-elles : « On voyait passer l'avion et baigner les bananes, nous étions tout près ». Ou encore : « Les engins décollaient même du quartier où j'habitais pour épandre les produits sur les ba-

nanas... On buvait l'eau du robinet, à la récréation, à la cantine. » Résultat, avant l'âge de 35 ans, elles ont toutes développé un cancer du sein. « Plusieurs copines de mon âge avaient un cancer la même année ou l'année d'avant et on a toutes grandi dans le Nord-Atlantique ». Un autre témoignage plus révoltant : « Quand j'ai été diagnostiquée, j'ai informé le médecin et je lui ai expliqué que tout cela était étrange... Je ne comprends pas comment aucun médecin de Clarac ne s'est encore rendu compte qu'il y a autant de jeunes

avec des cancers du sein, des ovaires, de la prostate ou autres ». À ce jour, d'après le journal *France-Antilles*, « aucune étude ne fait de lien entre l'épandage aérien aux pesticides et le cancer du sein ». Et « l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) confirme dans une étude de 2021, qu'il existe une [présomption forte] de lien entre l'exposition professionnelle aux pesticides, notamment le chlordécone, et certains cancers dont celui de la prostate »... On sait en tout cas

que certains ont eu la possibilité d'ordonner à l'État et à certains élus locaux de se taire sur le lien de tout ce cocktail de pesticides avec l'empoisonnement de 80 % des terres en Martinique, de milliers d'ouvriers agricoles et de la population. Ce sont les donneurs d'ordre, les capitalistes békés de la banane et leurs complices qui ont fait des pieds et des mains pour ne pas être condamnés. Jusqu'au jour où la population en colère se donnera les moyens de faire payer aux empoisonneurs leur crime.

Chlordécone : des effets d'annonce !

Une étude du nom de *Kannari* va être réalisée pour mesurer le degré de contamination des populations des Antilles au chlordécone et autres pesticides. Et après ?

Une étude de ce type avait déjà été réalisée entre 2013 et 2014. Les résultats ont montré que plus de neuf Antillais sur dix avaient de le chlordécone détectable dans le sang. Parmi eux, 14 % de la population adulte en Guadeloupe et 25 % en Martinique ont

des taux dangereux pour l'organisme. Ils ont plus de risques de développer des cancers et d'autres maladies. Dix ans plus tard, que vont faire les autorités de cette nouvelle étude ? Culpabiliser la population de manger des racines con-

taminées ? En 2021, le gouvernement a adopté un plan chlordécone 4 avec 47 mesures à mettre en place sur sept ans pour un budget de 130 millions d'euros. Dans le même temps, début 2023, des juges d'instruction

du pôle santé du tribunal judiciaire de Paris ont prononcé un non-lieu dans l'enquête sur l'empoisonnement au chlordécone. Ce non-lieu a mis fin à une information judiciaire ouverte en 2008. Des activistes anti chlordécone ont fait appel.

Guyane

Kourou : non à la fermeture de la cantine

Une manifestation de 150 personnes a eu lieu ce jeudi 11 janvier à l'initiative des associations de parents d'élèves des écoles de Kourou.

Elles protestaient contre la décision de la mairie de fermer la cantine centrale jusqu'en juin 2024 pour travaux de rénovation, laissant les parents sans solution pour fournir des repas à leurs enfants.

La cuisine centrale est en travaux depuis plusieurs années et les problèmes ne datent pas d'hier... Mais si les enfants ne s'étaient pas plaints à leurs parents de manger froid, voire congelé, ou des sandwiches, la mairie aurait continué à encaisser les chèques pour la cantine.

Devant l'ampleur des problèmes, le maire avait donc finalement fait fermer la cantine. Mais face à la mobilisation et la détermination des parents, il a annoncé un nouveau prestataire et la réouverture de la cantine

fin janvier. Les parents ont aussi obtenu un accord de principe sur le remboursement de la facture de cantine de décembre. Tout n'est pas réglé cependant : le maire a par exemple évoqué le risque que tous les enfants n'aient plus accès à la cantine à la rentrée prochaine.

Si cet événement montre la gestion catastrophique du budget de la municipalité, elle révèle aussi combien les moyens pour la restauration scolaire en Guyane sont dérisoires. Si Kourou ou Cayenne ont des cantines centrales, ce n'est pas le cas ailleurs. À Saint Laurent du Maroni, les cours de maternelle et primaire n'ont lieu que le matin car il n'y a pas de cantine centrale. Ce sont souvent les capitalistes comme Sodexho qui fournissent



Mobilisation 11 janvier 2024 à Kourou.

les cantines des lycées, qui accueillent en plus les collégiens demi-pensionnaires.

Cette situation illustre la folie de cette société, dans la ville même où on déploie des moyens considérables pour explorer l'espace. Les technologies les plus modernes côtoient ainsi des situations indignes du XXIe siècle. Elle est révoltante alors que les capitalistes qui exploitent les travailleurs du territoire sous domination française, dont certains sont les grandes familles békées des Antilles, réalisent des mil-

lions d'euros de bénéfices. La France gère ces territoires seulement pour les intérêts de ces capitalistes, se fichant des besoins des populations. Mais les travailleurs savent comment se défendre et la mobilisation de Kourou montre la voie.

Dernière heure :

À Cayenne, actuellement, ce sont tous les employés de la commune qui sont en grève sur les salaires et conditions de travail.

Martinique

L'Affaire Hervé Pinto

Ce litige oppose des acquéreurs qui ont construit des maisons résidentielles sur un terrain de 16,8 hectares situé au quartier Clouette, sur les hauteurs de Trois-Ilets. Mais de fait, ce terrain, hérité de leur arrière grand-père Félix Grat, appartiendrait à Hervé Pinto et aux autres cohéritiers.

Une partie de la succession aurait été vendue frauduleusement, et les constructions auraient été faites en toute illégalité. Depuis 1998, Arthur Pinto le père, relayé par la suite par son fils Hervé, se battent devant les tribunaux pour récupérer leurs biens.

Aujourd'hui, ceux qui, devenus propriétaires, ont construit une trentaine de villas sur cette superficie n'entendent pas être contestés. Ils ont fait appel à la

justice contre des nuisances émises par les soutiens d'Hervé Pinto à proximité de leurs terrains. La bataille juridique est lancée. Elle est un casse-tête pour les juges qui devront un jour, trancher. Cependant, l'affaire n'est pas que « juridique ». Elle se situe en Martinique, un pays au relent colonial où les affaires de possessions et de vols de terres ne sont pas des faits nouveaux. Bien des familles

noires, originaires de Martinique, se sont vu depuis des décennies dépossédées de leur droit de propriété, de leur succession à cause « des notaires véreux » qui ne se sont pas penchés sur des procédures qui doivent faire l'objet de publication.

De tels faits ne sont pas des exceptions ! Surtout lorsqu'il s'agit de l'acquisition de terrains contestés par des descendants de Blancs esclavagistes. Mais en

plus, ces derniers possèdent des centaines d'hectares de terres agricoles dont la propriété d'origine n'est souvent pas établie.

Alors, le *Kolektif Jistiss Matinik* autour d'Hervé Pinto a bien des raisons de ne pas se laisser faire en n'acceptant pas de telles pratiques de vol de terres ou de possession illégale de terres, surtout par des acheteurs venus de l'Hexagone bien loin de la réalité du pays.

Guadeloupe

Éternelle histoire d'eau

Les usagers des communes de Saint-François, Sainte-Anne et La Désirade n'en peuvent plus des coupures d'eau. Il peut se passer des jours sans une goutte d'eau au robinet.

En janvier, des habitants réunis dans l'association #BalanceTonSIAEAG, des professionnels du tourisme de proximité et même des touristes se sont insurgés contre cette situation.

Le 22 janvier, le Syndicat mixte de gestion de l'eau et d'assainissement de la Guadeloupe (SMGEAG) a annoncé des travaux sur le réseau d'eau princi-

palement à l'usine de production d'eau potable de Deshauteurs à Sainte-Anne qui doit être réhabilitée.

Pendant les travaux, le SMGEAG a prévu de maintenir la distribution de l'eau potable auprès de tous les usagers, de 06h00 à 18h00, tous les jours. En parallèle, il mettra à disposition des packs d'eau en bouteille dans les mairies et des citernes

d'eau non potable en plusieurs points de chaque commune.

En réparant le réseau du sud Grande-Terre, le SMGEAG va peut-être réussir à soulager un moment les usagers, mais c'est tout le réseau de l'île qui est pourri et qui doit être refait.

Marcus Agbekodo, le directeur général délégué du SMGEAG, admet lui-même que les tours

d'eau initialement prévus « *ne sont pas efficaces* » car, dans l'état actuel des choses, l'eau produite est rapidement perdue dans la nature. Il dit : « *Nous arrivons à remplir les réservoirs d'eau à pratiquement 90 à 100 %. Sauf que, la nuit, les réservoirs se vident, du fait des fuites qu'il y a dans les réseaux, dans les canalisations.* »

Si le ridicule tuait...

Il y a 15 ans, mort de Jacques Bino

Jacques Bino est mort dans la nuit du 17 au 18 février 2009. Il a été victime d'un tir au pied de la cité Henri IV à Pointe-à-Pitre, alors qu'il revenait en voiture d'un meeting à la Mutualité.

Jusqu'à présent, l'origine du coup de feu demeure inconnue. Jacques Bino était âgé de 47 ans. Il était un militant syndical actif à la CGTG et membre du mouvement Akiyo.

Chaque année, son syndicat organise conjointement à la famille une cérémonie au cimetière de Petit Canal où il est enterré.

Après le dépôt de gerbe, des prises de paroles ont lieu devant la tombe. Le secrétaire général de la CGTG exprime l'estime que ses camarades portaient à ce militant et rappelle l'exigence que le ou les auteurs du coup de feu soient démasqués. Les proches de Jacques Bino, son fils, l'ami qui se trouvait avec lui

lors de sa mort expriment la douleur de sa perte. Des militants de Combat ouvrier y sont régulièrement présents ainsi que d'autres représentants syndicaux et politiques du mouvement ouvrier.

Pour le 15^{ème} anniversaire de sa mort, une manifestation plus importante est organisée par la CGTG le samedi 17 février à

partir de 10h. Un hommage, des allocutions et témoignages, des animations artistiques ainsi qu'un repas sont prévus.

Tous ceux qui souhaitent honorer ce militant et exiger que lumière soit faite sur les circonstances de sa mort y sont conviés. ■

Février 1952 : Moule. Grève et répression coloniale

Le 14 février 1952, alors que les ouvriers de la canne sont en grève, les gendarmes tuent quatre personnes pour réprimer la contestation. Cet épisode est resté connu sous le nom de « massacre de la Saint-Valentin ».

Le mouvement démarre en novembre 1951 dans le nord Grande-Terre pour l'augmentation des salaires et l'allègement des journées de travail. En janvier 1952 des négociations pour fixer les salaires ne donnent pas satisfaction aux travailleurs. Les syndicats lancent un appel à la grève générale. Début février, les ouvriers de Capesterre-Belle-Eau, de Petit-Bourg, de Sainte-

Rose, de Port-Louis, ceux de l'usines de Darboussier rejoignent la grève. Les fonctionnaires en lutte pour l'augmentation de leur salaire depuis quelques mois entrent dans le mouvement pour apporter leur soutien aux grévistes de la canne.

À partir du 11 février, les accès de l'usine Gardel au Moule sont bloqués par les grévistes. Le pa-

tron béké Amédée Aubéry fait intervenir les CRS pour assurer le fonctionnement de l'usine. Ainsi, du 11 au 13 février les CRS investissent la ville du Moule et terrorisent la population par des abus et autres brutalités. Le 14 février les travailleurs érigent des barrages à la sortie du bourg pour bloquer l'accès des chargements de cannes à Gardel. Les CRS ont

fait feu sur la foule rassemblée, faisant quatre morts (Dulac Constance, Capitolin Justinien, Dernon Edouard, Serdot François) et une dizaine de blessés. Une page sanglante du mouvement ouvrier à inscrire sur la liste des crimes coloniaux de la France, mais aussi sur la liste des démonstrations de force dont sont capables les travailleurs en lutte.

Martinique

Il y a 15 ans : la grève de 2009

En Martinique, c'est le 5 février que démarre la grève générale. Des milliers de travailleurs se sont mobilisés dans la rue et dans leurs entreprises pendant 38 jours.

La vie chère et les bas salaires exaspéraient les travailleurs. C'est dans ce contexte qu'une intersyndicale s'est créée réunissant les principaux syndicats. Depuis décembre 2008, l'intersyndicale organisait des réunions, des meetings, dans différentes communes de l'île.

L'intersyndicale appela à une grève générale le 5 février. Ce jour-là, 20 000 manifestants dévalèrent dans les rues de Fort-de-France. Les slogans sur les prix des denrées et l'augmentation des salaires fusaient. Le chant de la grève surgit aussi : « *Matinik sé tan nou, Matinik sé pa ta yo, an bann bétché volè, nou ké fouté yo déwo* ». Il sera repris par les manifestants tout au long du mouvement.

Le jour même, le préfet de Martinique, déjà alerté par l'importance des mobilisations en Guadeloupe, décide d'organiser des négociations entre organisations syndicales, patronales et aussi Conseil général et Conseil Régional. Mais devant l'ampleur de

la mobilisation et la détermination des manifestants, la grève est reconduite.

Le Collectif du 5 février – K5F – est constitué. Il regroupe les organisations syndicales et diverses associations affirmant lutter contre les injustices, les inégalités et l'exploitation qui bénéficient à l'État français, aux gros possédants békés et autres capitalistes locaux. Il est reconnu par les grévistes et les manifestants.

Le lendemain et les jours suivants, la grève générale s'étend à de nombreux secteurs. Les grévistes rejoignent les alentours de Fort-de-France, de Schœlcher, de Ducos, mais aussi du Robert ou de Gros Morne. Des barrages bloquent les entrées de certaines zones commerciales comme à Ducos ou Place d'Armes au Lamentin.

Durant 38 jours, la grève est votée et reconduite chaque jour après le compte-rendu par les représentants du Collectif des négociations qui se déroulent en préfecture.

Le 14 mars 2009, un accord est signé entre le K5F le préfet, le patronat, les Collectivités. La grève est suspendue. Les travailleurs ont gagné 200 € d'augmentation de salaires, la baisse des prix de l'énergie ou encore de denrées alimentaires.

Le mouvement était fini mais la lutte, elle, continuait. Dans plusieurs secteurs, des travailleurs ont fait grève pour exiger l'application des 200 €. Des comités

de travailleurs ont, pendant une année, imposé un contrôle sur les prix dans les supermarchés, imposant l'application des « prix BC ba » sur les produits de première nécessité fléchés par l'accord.

La grève générale de 2009 a été une occasion pour les travailleurs d'observer qu'ils peuvent faire plier les capitalistes, le grand patronat, les riches békés et l'État à leur service.



Manifestants dans les rues de Fort-de-France le 5 février 2009.

Il y a 100 ans...

Lénine et la révolution mondiale

Cent ans après la mort de Lénine, nous proposons une série d'articles retraçant son combat et sa vie dédiés complètement à la révolution. Cette fois-ci nous revenons sur son action politique et militante, en tant que révolutionnaire internationaliste, pour une révolution socialiste mondiale.

Lénine écrivait en avril 1917 « *Il n'est qu'un et un seul internationalisme véritable : il consiste à travailler avec abnégation au développement du mouvement révolutionnaire et de la lutte révolutionnaire dans son propre pays, à soutenir [...] cette même lutte, cette même ligne, et elle seule, dans tous les pays sans exception.* » Ce sont là des tâches indispensables, pour tout militant révolutionnaire, pour mener le prolétariat mondial vers le renversement total du capitalisme.

C'était déjà la conviction de Marx et Engels au 19^{ème} siècle : le socialisme comme première étape vers le communisme, ne pouvait exister qu'à l'échelle mondiale. Le capitalisme en développant l'industrie, a créé les bases économiques du socialisme : un haut niveau de productivité grâce à une division mondiale du travail. Seulement le capitalisme ne vise que ses propres profits. La classe prolétarienne qui s'est développée avec la grande industrie est désormais la seule capable de libérer l'humanité de cette domination. La disparition des classes sociales sera la cause principale de son émancipation.

De la guerre impérialiste vers la guerre civile

En 1914 la classe ouvrière fut trahie par les dirigeants du mouvement ouvrier de la Deuxième Internationale. Quand la guerre commença, pratiquement tous les dirigeants des partis socialistes votèrent les crédits de guerre, poussèrent la classe ouvrière dans cette boucherie au nom de la défense nationale. Cette trahison sonna le glas de la Deuxième Internationale. Seule la fraction bolchevik, le parti de Lénine, resta fidèle à l'internationalisme et contre le nationalisme.

En cette période, Lénine luttait pour rallier des forces militantes contre les courants opportunistes et « social-chauvins ». En 1916 par exemple s'adressant à l'avant-garde de la jeunesse il écrivait « *l'union des organisations socialistes de la jeunesse se voit assigner une tâche immense et féconde, encore que difficile ; lutter pour l'internationalisme révolutionnaire, pour le véritable socialisme contre l'opportunisme dominant qui*



Premier congrès de la troisième Internationale (l'Internationale communiste) , en 1919.

s'est rangé aux côtés de la bourgeoisie impérialiste. »

Lénine expliquait dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* en 1916, comment le développement même du capitalisme avait exacerbé la concurrence entre les différentes puissances et engendré la guerre pour le repartage du monde. Il démontrait qu'on ne pouvait pas lutter contre la guerre sans lutter contre le capitalisme et sans lutter pour la révolution sociale. Il fallait refuser « l'union sacrée » du prolétariat et de la bourgeoisie derrière la défense nationale.

Dans *Les tâches du prolétariat* (1917), il rappelait : « *Elle (la guerre) a été engendrée par un demi-siècle de développement du capitalisme mondial, [...]. Il est impossible de s'arracher à la guerre impérialiste, impossible d'obtenir une paix démocratique, non imposée par la violence, sans renverser le pouvoir du Capital, sans faire passer le pouvoir à une autre classe, au prolétariat.* » La tâche véritablement révolutionnaire n'était pas juste de s'opposer à la guerre mais de transformer cette guerre impérialiste en guerre civile.

Avec 1917, fonder l'Internationale communiste

La démonstration fut faite en 1917. La guerre allait déboucher sur la révolution russe. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui se sont posés en direction politique de toute la société russe y compris de la paysannerie. La

guerre mondiale avec toutes ses atrocités et les ravages de la crise économique ont poussé les masses à se révolter. Elles sont allées jusqu'à la dernière phase de cette révolte, la prise du pouvoir révolutionnaire ! Parti d'un processus inconscient, brut, la révolution devint consciente parmi les travailleurs les plus avancés. Cette fraction consciente devint la direction politique de la lutte générale. Les directives de Lénine et du parti Bolchevik allaient dans le même sens, et correspondaient totalement à l'état d'esprit des masses.

La révolution socialiste mondiale allait rester un des fondements de la politique des bolcheviks. « *Si l'on envisage les choses à l'échelle mondiale, écrivait Lénine en 1918, il est absolument certain que la victoire finale de notre révolution, si elle devait rester isolée, serait sans espoir... ;* » « *Nous ne porterons la victoire finale que lorsque nous aurons réussi à briser, et pour toujours, l'impérialisme international. Mais nous n'arriverons à la victoire qu'avec tous les ouvriers des autres pays, du monde entier.* »

La révolution russe a été contagieuse à l'échelle mondiale, les travailleurs du monde entier avaient vu ce que la classe ouvrière russe avait accompli. Étant conscients de cela, les dirigeants du parti Bolchevik décidèrent de créer la troisième Internationale, une nouvelle Internationale véritablement internationaliste. Et cela en pleine

guerre civile en Russie. Il s'agissait de constituer des partis communistes capables de mener la révolution jusqu'à la victoire au niveau mondial. Cette nouvelle Internationale devait diriger, coordonner la lutte du prolétariat dans tous les pays du monde.

L'Internationale communiste démarrait avec de nombreuses faiblesses en 1919. Elle réussit dans ses premières années à défendre les idées révolutionnaires. Elle était conçue par les bolchéviks comme un état major de la révolution mondiale. Mais en Europe et en Asie, la crise n'aboutira pas à la révolution. Les partis révolutionnaires de type bolchevik manquèrent en Allemagne, en Italie et partout où la classe ouvrière s'était soulevée. Le parti Bolchevik était resté le seul parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Après la mort de Lénine, et quand la réaction stalinienne triompha, l'Internationale communiste fut détournée de sa vocation révolutionnaire. L'opposition trotskyste fit tout pour maintenir l'existence du courant révolutionnaire internationaliste. C'est dans ce sens que nous, militants trotskystes et tous ceux pour qui la révolution russe fut un exemple, doivent continuer de se battre.

Suite de la série sur Lénine et troisième article dans le prochain numéro : *Lénine et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. La fondation de l'URSS.*

7 février 1986 ou 2024, la force des travailleurs est dans leur parti

Le 7 février 1986, Jean-Claude Duvalier était *déchouké* et s'enfuyait dans un avion militaire américain.

Après l'assassinat de trois jeunes aux Gonaïves le 28 novembre 1985, l'agitation partie de la jeunesse scolaire s'était transformée en une vague de manifestations et d'émeutes qui mobilisaient les quartiers pauvres. Des véritables rouleaux compresseurs se formaient spontanément dans les quartiers et sections rurales, regroupant en quelques instants des centaines de jeunes, chômeurs ou pas, s'armant de machettes, de piques, de couteaux, de pierres et de bidons d'essence. Ils parcouraient les rues, prenaient pour cibles des macoutes, leur maison, magasin ou véhicule, brisant la résistance de ceux qui n'auraient pas fui. Les chefs macoutes étant partis en même temps que Duvalier.

La place vide au Palais National a été occupée par un Conseil National de Gouvernement (CNG) composé de cinq militaires et un civil comme caution. Ce CNG installa des politiciens aux différents postes d'un gouvernement qui se mit au service des possédants. Les travailleurs, les pauvres, qui avaient été le moteur du *déchoukage* étaient

dépossédés de leur victoire et leurs intérêts piétinés. Ils n'ont pas réussi à reprendre la direction des mouvements depuis.

Lors du *déchoukage* en 1986, le prolétariat industriel s'était engagé dans l'activité politique, il aurait pu donner une direction naturelle à la masse des pauvres mais il s'est engagé derrière des leaders qui l'ont bercé d'illusions démocratiques.

Aujourd'hui on voit des politiciens du même acabit, voire même des anciens de l'époque de 1986, qui prennent la tête de cortèges de manifestants et qui demandent la démission d'Ariel Henry pour prendre la place, assurant qu'avec eux la vie sera belle.

On a vu Ariel Henry serviteur des possédants, impuissant face aux gangs et permettant aux bourgeois de continuer à faire des bénéfices sous le joug des gangs. Quelles sont les offres de ces prétendants qui s'agitent ?

Que ce soit Guy Philipe et son groupe armé du BSAP (Brigade de sécurité des aires protégées), Moïse Jean Charles, les politiciens du groupe de « l'Accord de Montana » ou les autres

groupes de politiciens, ils sont dans le même camp. Ils parlent de « *restaurer la souveraineté haïtienne, remettre à flot une classe moyenne, remettre sur pied une armée d'Haïti, rendre l'économie d'Haïti compétitive* ». Ils enveloppent tout cela de belles paroles et vagues promesses sur un avenir meilleur.

Mais aucun d'entre eux ne veut toucher au pouvoir des grands possédants, les Apaid, Biggio, Brandt, Mevs, Madsen, ceux qui exploitent les travailleurs. Parce qu'ils sont aussi du côté de ces patrons, qu'ils défendent les mêmes intérêts et sont contre les travailleurs.

Aujourd'hui dans les usines, les ouvriers font face à l'exploitation quotidienne des patrons, ils s'organisent pour la combattre par des débrayages, des grèves - aussi minimes soient-elles - avec leurs organisations, des comités. Ils ont déjà eu l'expérience de syndicats qui parlaient en leur nom et qui trahissaient leur lutte dans le même temps en s'entendant avec les patrons. Ces combats ont montré aux ouvriers que c'est en dirigeant eux-mêmes leurs luttes pour leurs intérêts



Les Duvalier, père et fils.

propres qu'ils étaient victorieux, et en s'organisant en comité de lutte qu'ils augmentaient leurs possibilités de succès.

Ces expériences sont un chemin de lutte et d'organisation qu'ils tracent et qui peut être repris par les travailleurs, les pauvres en lutte pour défendre leurs intérêts face aux politiciens de tous bords qui prétendent défendre les pauvres. Seuls les pauvres, les travailleurs armés organisés dans leur parti et en comités de lutte sont capables de *déchouker* cette bourgeoisie, et ses gangs armés pour réaliser les intérêts des pauvres.

■

France

Mobilisation des agriculteurs

La révolte des agriculteurs touche toute l'Europe. En France, depuis le 18 janvier 2024 ils expriment leur colère par des actions fortes, des blocages d'autoroutes, des descentes dans les magasins de la grande distribution...

Les agriculteurs dénoncent la hausse de leurs charges, notamment celle du gasoil non-routier. Ils dénoncent la concurrence des autres pays qu'ils estiment déloyale. Elle n'est en réalité pas plus impitoyable que la concurrence entre un petit paysan français et un gros exploitant aussi français. Ils dénoncent la baisse de leurs revenus. Certains paysans ont du mal à se verser l'équivalent d'un SMIC, alors que les industries d'agro-transformation ou les marques de grande distribution auxquelles ils vendent leur matière première se font un argent fou (Carrefour, Leclerc, Auchan, Lactalis...). Les difficultés qu'ils rencontrent les amènent même parfois à se suicider.

La mobilisation a forcé le gouvernement à céder sur certaines revendications. Il a débloqué 400 millions d'euros en subventions et exonérations. Mais ces

mesures bénéficieront avant tout aux plus grosses exploitations. Satisfaites des annonces du gouvernement, elles ont appelé à la suspension du mouvement. Les petits agriculteurs eux comptent poursuivre leurs actions.

La concurrence libre, qu'elle vienne d'une entreprise de l'étranger ou française, écrase les petits possédants comme les paysans. C'est même une loi du capitalisme, la loi du plus fort. Pour autant, les petits propriétaires restent attachés à la propriété privée capitaliste, car ils ne voudraient bien sûr pas perdre la leur.

C'est pourquoi la perspective de renverser le capitalisme pour en finir avec la loi du plus fort ne peut être portée au plus loin que par les exploités qui n'ont que leur force de travail pour vivre, c'est-à-dire les travailleurs salariés. Ils sont les seuls à n'avoir aucune attache à ce système : ni



Des agriculteurs mobilisés.

petit commerce, ni petite entreprise, ni terre à capitaliser.

La mobilisation des agriculteurs doit être un exemple de combativité pour les tous les travailleurs. Apprenons à nous organiser et à lutter pour défendre nos conditions d'existence, et surtout pour offrir une autre perspective à la

société : celle d'une société débarrassée de la propriété privée sur les grands moyens de production, celle d'une organisation planifiée et rationnelle de la production agricole et industrielle pour satisfaire les besoins de tous, car les moyens de le faire existent.

■

RÉUNION PUBLIQUE DE COMBAT OUVRIER

VENDREDI 16 FÉVRIER 2024 À 18H30

SALLE RÉMY NAINSOUTA, POINTE-À-PITRE

Thèmes :

- **La situation internationale lourde de menaces de guerre**
- **Haïti : pour la révolution consciente et indépendante des travailleurs et des classes populaires !**
- **Guadeloupe-Martinique : une classe ouvrière qui doit forger son parti révolutionnaire communiste et qui en a les moyens !**

Sénégal : report des élections présidentielles sur fond de colère populaire

Le chef de l'État Macky Sall veut contrôler les élections prévues le 25 février 2024. Il a désigné son Premier ministre Amadou Ba comme son dauphin.

Pour assurer sa victoire, il a écarté de la liste des concurrents celui qui semblait le plus gênant, Ousmane Sonko, élu de l'opposition, n°3 au précédent scrutin. Celui-ci a été arrêté fin juillet 2023 pour « appel à l'insurrection » et « atteinte à la sûreté de l'État », son parti est dissout : il n'a plus le droit de se présenter aux élections présidentielles ! Mais la Commission Électorale Nationale Autonome chargée de valider les candidatures contredit la décision d'écarter cette candidature : Macky Sall limoge les membres de la commission et en désigne d'autres.

Cela ne lui a pas suffi. Alors qu'Ousmane Sonko, pour diffamation d'un élu, et un autre candidat populaire sont en prison, il lui faut s'assurer qu'ils ne seront

pas retenus. La campagne électorale devait commencer lundi 5 février. Le 4, le Président annule le décret fixant les élections au 25 février. Il accuse de corruption deux des juges de la commission. Celle-ci devait s'assurer que les candidats avaient obtenu le parrainage de 44 231 électeurs et de 13 députés ou 120 maires. Pour Ousmane Sonko, l'administration a refusé de remettre ses parrainages.

Sur les 93 postulants, la commission en a retenu 20. Pour Macky Sall, certains candidats n'auraient pas dû être rejetés, en particulier Karim Wade, fils et ministre de l'ex-président Abdoulaye Wade. Il aurait menti et aurait toujours la double nationalité, serait inscrit dans une commune en France. Macky Sall

traite les juges de xénophobes. Au final ni Karim Wade, ni Ousmane Sonko ne seront retenus. Ce report a déclenché la colère des opposants politiques qui appellent la population à manifester le 4 février. Dakar est vite couvert de barrages, comme souvent depuis 2021. Les accès de colère comme les départs en pirogue vers d'autres continents sont devenus courants.

Le gouvernement français exige du président du Sénégal « que les élections puissent se tenir dans le meilleur délai possible et dans le respect des règles de la démocratie sénégalaise ».

« L'Union européenne (...) appelle tous les acteurs à œuvrer, dans un climat apaisé, à la tenue d'une élection, transparente, inclusive et crédible, dans les

meilleurs délais et dans le respect de l'État de droit, afin de préserver la longue tradition de stabilité et de démocratie au Sénégal ».

Ces exigences montrent que le président du Sénégal a des comptes à rendre à ces dirigeants du monde capitaliste, qu'il est en quelque sorte à leur service. Ces dirigeants savent et craignent la colère des masses pauvres du Sénégal, celles qui ont quitté leurs campagnes pour la ville où règnent chômage, vie chère et misère.

Note extraite du Journal « **Le pouvoir aux travailleurs** » de nos camarades africains

Le 31 juillet 2023, à Ziguinchor, principale ville de la ré-

gion de Casamance dont Ousmane Sonko est maire, il y a eu deux morts parmi les manifestants qui protestaient contre la mise à l'écart de leur leader. Quelques semaines plus tôt, début juin 2023, lors de sa première condamnation pour

« corruption de la jeunesse », les affrontements entre policiers et manifestants avaient déjà fait 16 morts d'après les autorités, une trentaine selon l'opposition.

Bombes US en série !

Le vendredi 2 février, un bombardier et des avions de chasse américains ont frappé 85 fois dans sept sites différents en Syrie et en Irak.

Ce sont des représailles lancées par Biden après la mort, le 28 janvier, de trois soldats américains dans l'explosion d'un drone sur une base implantée en Jordanie. Les États-Unis accusent les milices pro-iraniennes qui opèrent en Syrie et en Irak d'être les responsables de la mort des soldats.

Les armées américaines et britanniques ont récemment bombardé des bases houthistes au Yémen, en représailles aux attaques visant des navires de

commerce en Mer rouge. Là, il s'agissait de protéger l'une des artères vitales du capitalisme mondial.

Les Américains, en frappant, envoient comme d'habitude un message clair : ils font savoir au monde que ceux qui s'en prennent à eux en paieront le prix fort. L'armée américaine déploie en permanence des milliers de militaires au Moyen-Orient, un moyen selon ses dirigeants de combattre l'État Islamique. L'impérialisme américain n'est

en fait présent que pour ses propres intérêts : maintenir la région sous sa domination, contrôler les routes du pétrole, protéger ses routes commerciales. Il s'agit aussi de conforter ses relations avec son allié de toujours, Israël. Aujourd'hui le pouvoir américain pointe aussi du doigt le soutien de l'Iran au Hamas. Ces bombardements ne font qu'exacerber un peu plus les multiples foyers de tensions qui existent dans le monde.

ABONNEMENT

12 MOIS :

Sous pli fermé 33 €

Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de mois.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS

Combat ouvrier

1111 Rés. Matélie, L'Aiguille -

97 128 GOYAVE - Guadeloupe,

Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs

1111 Rés. Matélie, L'Aiguille, 97128

GOYAVE—Guadeloupe

Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE

BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Tel : 0696 26 56 18

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>